Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 24 (1932)
Heft: 11-12

Rubrik: Économie politique

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

sans autre dans la législation espagnole. Dans le préambule du projet de loi réglementant le contrat de travail, notre camarade Caballero a écrit: C'est l'œuvre d'un socialiste, mais non une œuvre socialiste. Il en est ainsi de toutes les lois sociales de la République espagnole, et, ce faisant, notre ami a su tenir compte des contingences inéluctables et ouvrir cependant largement la voie au socialisme.

Economie politique.

La conjoncture durant le troisième trimestre 1932.

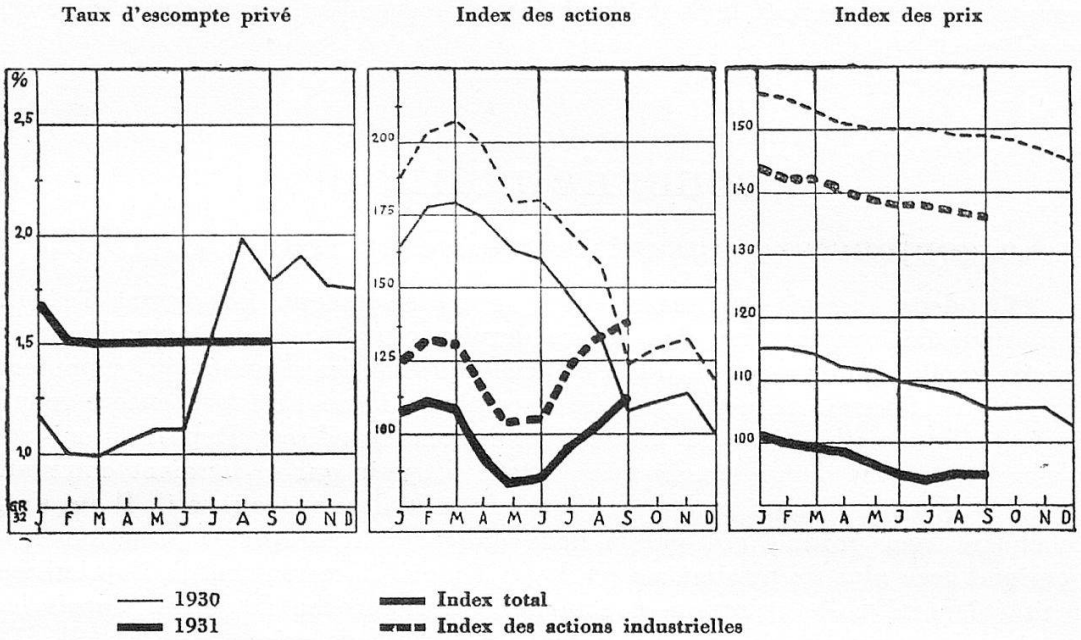
Les derniers mois sont caractérisés par une *stagnation*. Les rayons d'espoir dont nous faisions mention dans notre dernier rapport se sont agrandis et se précisent. Ils n'ont eu cependant d'influence que sur les marchés qui supputent les chances futures. A part quelques exceptions, il ne s'est pas encore manifesté d'effet tangible dans la production des marchandises. Depuis la mi-septembre et surtout depuis octobre, les rayons d'espoir qui se faisaient entrevoir dans les bourses d'effets et de marchandises, ont de nouveau pâli. Il ne s'est cependant rien produit qui puisse nous obliger à envisager la situation économique avec plus de pessimisme qu'il y a 3 mois. A ce moment-là, l'optimisme avait été porté à l'exagération et actuellement l'approche de l'hiver déçoit les espoirs. Pour certains pays, c'est le troisième hiver de crise.

Le capital du marché en Suisse est resté inchangé. Le taux d'intérêt du crédit des effets de change (taux d'escompte privé) est maintenu à 1½ pour cent depuis le printemps par les banques; il est donc lié par le cartel. S'il n'y avait pas eu cette entente, il est fort probable qu'il serait descendu à 1 pour cent. Le calme qui règne à l'étranger a eu pour effet de produire, de temps à autre, un écoulement de capital étranger. Suivant l'exemple du Crédit suisse, les grandes banques ont recommencé de répandre de nouveau en Suisse des emprunts étrangers. Jusqu'à présent, il s'est toujours agi de sommes peu importantes et d'autre part il se produit toujours une fuite de capital en Suisse, ce qui fait que les réserves or de la Banque nationale n'ont pas encore été entamées. La modification des sommes étrangères à court terme et par là la réduction de 2,6 milliards des réserves or de la Banque nationale seraient en réalité le signe d'un retour à une situation normale. Une presse avide de sensation (parmi laquelle figurent également des journaux socialistes) a, aux premiers signes d'une modification du capital, parlé d'«une baisse du franc suisse». A ce sujet, il y a lieu de souhaiter, dans l'intérêt de nos industries d'exportation, que le franc tombe au pair. Ce serait une preuve que la situation s'améliore à l'étranger, ce qui serait également dans l'intérêt de la Suisse.

Les cours des actions ont subi une très forte augmentation de juin à septembre, augmentation qui a même dépassé la hausse de février et qui atteignit le niveau des cours de l'automne 1931. La réaction fut cependant trop vive pour pouvoir se maintenir et actuellement le mouvement est de nouveau en recul. Le fait que depuis une année environ le niveau des cours des actions est resté le même en moyenne est un bon signe.

Les prix des marchandises tirent également profit de la vague d'optimisme, qui prit naissance en Amérique au mois de juillet. Depuis juillet 1929, l'index des prix de gros suisse est remonté pour la première fois (abstraction faite d'une minime augmentation de 0,2 point). L'augmentation est de 1½ pour cent et provient essentiellement d'une importante augmentation des prix des matières premières industrielles (textiles, peaux, caoutchouc, et la plupart des métaux).

Il y eut un léger recul en septembre. Actuellement l'index est encore de 11 points inférieur à ce qu'il était en septembre de l'an dernier, époque à laquelle il comptait 17 points de recul sur le mois de septembre 1930.



Les prix de détail poursuivent lentement leur recul.

	Prix de gros	Index total	Coût de la vie: Produits alimentaires	Eclairage et combustible	Vêtements	Loyer
Janvier	101,4	144	132	124	137	187
Avril	97,7	140	128	124	127	187
Juillet	93,6	138	124	121	127	187
Août	95,0	137	123	120	127	187
Septembre	94,8	136	122	120	127	187

Le recul de l'index total de 2 points doit être attribué presque exclusivement à la baisse de prix des produits alimentaires. Depuis une année, l'index du coût de la vie a reculé de 13 points ou de 8,7 pour cent.

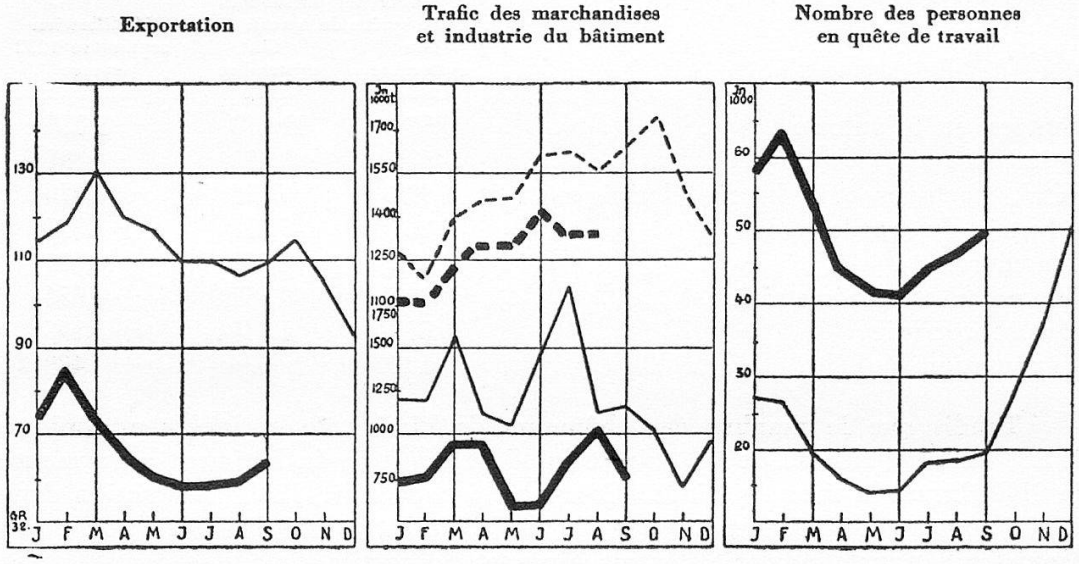
Pour le marché extérieur, on enregistre pour la première fois une modeste amélioration, ou pour mieux dire, il y a un peu moins de gravité que jusqu'à ce jour. L'importation a diminué davantage que l'exportation, laquelle s'est presque maintenue au niveau du deuxième trimestre.

	Importation 1931	Importation 1932	Différence	Exportation 1931	Exportation 1932	Différence
1er trimestre	547,7	471,2	— 76,5	362,7	230,9	— 131,8
2me »	561,1	434,5	— 126,6	347,1	185,6	— 161,5
3me »	552,7	400,9	— 151,8	326,3	181,9	— 144,4

La politique des contingents exerce peu à peu ses effets. Au point de vue valeur, l'importation durant le troisième trimestre est de 30 pour cent inférieure à ce qu'elle était il y a une année. Le passif du Bilan commercial pourrait être quelque peu réduit. Le tableau suivant nous renseigne sur les exportations des diverses branches d'industrie durant le troisième trimestre:

	1931	1932		1931	1932
Coton	6,0	2,4	Chaussures	9,5	3,3
Toile de coton	10,1	6,0	Aluminium	5,5	2,6
Broderies	14,6	4,9	Machines	36,6	23,1
Chappe	2,8	1,7	Montres	31,0	16,4
Soieries	26,7	8,0	Instruments et appareils .	11,8	6,9
Rubans de soie	2,8	1,5	Parfum, art. de droguerie	11,4	7,2
Lainage	8,4	4,7	Couleurs dér. du goudron	18,6	11,8
Bonneterie	5,0	1,6	Chocolat	5,3	0,4
Soie artificielle	9,3	5,4	Lait condensé	6,6	2,8
Vannerie	2,2	1,3	Fromage	21,2	13,1

En comparant les chiffres d'exportation des trois derniers mois avec ceux de l'année dernière, le lecteur pourra se rendre compte de l'état de notre commerce extérieur. Pour certains articles, on peut nettement parler d'un complet effondrement de l'exportation. Pour le chocolat par exemple, on n'a pas même exporté le 10 pour cent de ce qui a été exporté l'année dernière. Pour les soieries, l'exportation est tombée à 30 pour cent. C'est encore l'industrie chimique qui se maintient relativement le mieux. Une comparaison établie avec la valeur d'exportation du deuxième trimestre permet de constater de minimes différences. Certaines industries ont pu augmenter quelque peu leur chiffre d'exportation en comparaison de la période d'avril à juin, ce sont l'industrie des chaussures, des machines, l'industrie chimique, et l'industrie de la laine.



Le marché intérieur reflète très nettement, comme ce printemps, la transition de la bonne conjoncture à la conjoncture de crise. Durant les premiers 9 mois, le nombre des permis de construire qui est de 7153, est de 4513 ou 40 pour cent inférieur à celui de l'année dernière. Le trafic des marchandises est influencé moins rapidement par le recul de la conjoncture à l'intérieur. De juin à août, la différence de trafic est de 15 pour cent en comparaison de l'année précédente durant la même période, alors que le trimestre précédent la perte n'était que de 12 pour cent. Cette diminution du trafic qui se manifeste dans les mêmes proportions pour le trafic des voyageurs occasionne naturellement une diminution des recettes des C. F. F.

Cependant en établissant une comparaison avec l'étranger, il ressort que la situation des chemins de fer fédéraux est sensiblement plus favorable que celles de nombreux autres chemins de fer étrangers, ce que nous devons à la situation économique indigène relativement favorable dont nous jouissons encore.

Le marché du travail est quelque peu plus chargé que les mois précédents:

	Nombre des personnes en quête de travail		
	1930	1931	1932
Janvier	14,846	27,316	57,857
Avril	8,791	16,036	44,958
Juin	9,002	14,433	41,441
Juillet	10,161	17,975	45,448
Août	10,351	18,506	47,064
Septembre	11,613	19,789	49,532

En juillet déjà le nombre des chômeurs augmente. Les chiffres sont à peu près les mêmes que ceux de l'année dernière, ce qui permet de conclure que la crise ne s'est pas aggravée au cours de l'été. C'est au cours des mois d'hiver seulement que le nombre va augmenter. Le chômage partiel est également resté à peu près le même.

Le nombre des chômeurs des divers groupes professionnels laisse entrevoir qu'il y a eu une modification, particulièrement en faveur de l'industrie du bâtiment:

	Nombre des personnes en quête de travail		Modification
	Fin septembre 1931	Fin septembre 1932	septembre 1932 contre septembre 1931
Montres et bijouterie	6,598	11,648	+ 5,050
Bâtiment	1,689	8,180	+ 6,491
Métal, machines et industrie électrique .	1,992	7,018	+ 5,026
Industrie du textile	2,265	5,859	+ 3,594
Manœuvres	1,672	4,252	+ 2,580
Commerce et administration	1,395	3,351	+ 1,956
Bois et verrerie	545	1,740	+ 1,195
Alimentation	197	686	+ 489

Tandis que le nombre des chômeurs de l'industrie horlogère a diminué de 150 en comparaison de fin juin, celui de l'industrie du bâtiment a augmenté de 3100 durant la même période. Comparée à septembre 1931, la situation dans le bâtiment a sensiblement empiré. Il y a également aggravation de la situation depuis juin pour l'industrie des machines et du textile.

La phase actuelle que traverse la crise en Suisse est caractérisée par le fait que la crise sévit avec une intensité particulière dans l'industrie du bâtiment et les branches annexes. La diminution de l'activité du bâtiment qui est presque de 50 pour cent — elle diminuera encore si le patronat parvient à imposer sa politique économique — élargira le cercle de la crise dans des proportions dont nous n'avons encore pas l'idée. La grande activité qui régnait dans le bâtiment jusqu'à ce jour maintenait la conjoncture à l'intérieur du pays. Ce soutien a été anéanti par la campagne en faveur de la baisse des prix et des salaires. C'est de l'issue de la campagne en faveur de l'impôt de crise et contre la baisse des salaires (avant tout de celle du personnel fédéral) que dépendra le fait de savoir si la catastrophe peut encore être enrayée ou si la Suisse devra subir la crise jusqu'au bout comme l'Allemagne et l'Angleterre.

Les grandes banques suisses en 1931.

Alors qu'en 1930 déjà, la crise avait produit un ralentissement des affaires pour les banques suisses, elle a occasionné un très sensible recul en 1931. La diminution des chiffres des bilans le prouve. Depuis 1906, c'est-à-dire depuis que la statistique des banques est publiée par la Banque nationale suisse, c'est la troisième fois que la somme du capital dont disposent toutes les banques, diminue. Le premier recul (il atteignait à peine 100,000 francs) se produisit en 1914 par suite de la déclaration de la guerre. Plus tard, les deux années de crise de 1921/22 occasionnèrent un mouvement rétrograde, assez peu important lui aussi; de 1920 à 1922 le recul complet fut de 600,000 francs en chiffres ronds. Cette fois, la somme du bilan a diminué en une année de 1 million. Ce recul est d'autant plus sensible qu'il n'atteint qu'un seul groupe de banques, les grandes banques, et du fait qu'il se produit après des années d'un développement intense.

La statistique de la Banque nationale suisse indique les bilans suivants pour les 310 instituts bancaires qu'englobe la statistique (8 grandes banques, 27 banques cantonales, 82 banques d'une certaine importance, 100 d'une importance moyenne et petites banques locales, 92 caisses d'épargne et de l'association des caisses Raiffeisen):

	Capital versé	Réserves	Fonds étrangers	Sur lesquelles épargnes:	Bilan	Bénéfice net	Dividendes
	en millions de francs				en millions de francs		
1906	712	206	4,917	1367	6,350	62	46
1913	1035	304	7,170	1770	9,325	74	64
1919	1260	389	11,034	2621	13,452	107	82
1922	1377	389	10,878	3034	13,259	70	89
1925	1391	429	12,285	3410	14,774	117	96
1926	1456	464	13,149	3655	15,910	130	100
1927	1577	514	14,215	3873	17,189	150	107
1928	1707	562	15,365	4064	18,619	166	119
1929	1859	614	17,016	4304	20,493	170	132
1930	1899	645	18,156	4723	21,781	170	133
1930*	1889	654	17,955	5517*	21,530	169	132
1931*	1949	661	17,199	5764*	20,467	95	110

* N'est pas tout à fait comparable aux années précédentes.

Les chiffres pour 1931 ne peuvent pas être tout à fait comparés à ceux des années précédentes du fait que la statistique qui était publiée jusqu'à maintenant a été modifiée dans plusieurs points importants. La crise du crédit avait du moins cela de bon, que le désir qui avait été exprimé de voir les banques faire davantage de publicité, a été en quelque sorte exaucé. Les représentants des grandes banques et des banques cantonales ainsi que ceux de la Banque nationale et du Département des finances décidèrent en janvier 1932, que les deux groupes de banques cités, publieraient des bilans intermédiaires et introduiraient un schéma de bilan unique. Ce schéma de bilan qui a été appliqué par les deux groupes de banques les plus importants sera également utilisé dans la mesure du possible par les autres groupes, ce qui se fera au moyen de questionnaire. La statistique qui existait jusqu'ici est en outre modifiée dans ce sens, que le groupe des banques hypothécaires est supprimé et que les instituts qui figuraient dans cette rubrique sont compris en partie dans les banques cantonales (les 3 caisses hypothécaires de l'Etat) et en partie parmi les banques locales. Le nombre des instituts compris dans la statistique est

également quelque peu modifié. Afin de pouvoir établir une comparaison avec les chiffres de l'année dernière, nous donnons ci-dessous les bilans établis selon l'ancien et le nouveau mode de calcul.

Le capital et les réserves n'ont pas varié. Par contre, les *fonds étrangers* ont diminué de 756 millions et cette réduction n'a atteint que les grandes banques, tandis que tous les autres groupes ont joui d'une affluence des capitaux. Les *épargnes* ne forment plus un compte spécial mais sont ajoutées à des placements qui sont versés sur ce qu'on appelle les carnets de versement et de dépôt, qui sont généralement aussi des épargnes. Il est vrai que les grandes banques classent sous ce poste des sommes qui n'ont pas ce caractère. La somme totale du capital d'épargne a subi une augmentation de 250 millions en chiffres ronds, au cours du dernier exercice. Cependant, l'augmentation est sensiblement inférieure à celle de l'année précédente. Il y a eu également une sorte de déplacement de l'épargne, c'est-à-dire que le compte des épargnes des grandes banques a diminué en faveur de celui des autres banques. Dans les actifs on a enregistré un recul des comptes courants et des effets de change, recul dû à la crise, tandis que les hypothèques ont augmenté de 400 millions.

Le *bénéfice* net des banques a été très fortement réduit. Il n'y a là rien de bien étonnant quand on songe qu'il a fallu amortir près de 96,9 millions comme pertes et moins-value (60,6 millions pour les grandes banques seulement), alors que l'on n'a pas effectué un seul amortissement sur les crédits gelés. Le bénéfice net a diminué de 44 % en moyenne de toutes les banques; pour les grandes banques le bénéfice a reculé de 74 millions qu'il atteignait, à 23 millions. Les dividendes sont loin d'avoir été abaissés dans la même proportion, ce qui n'a été possible que par le fait d'avoir utilisé les reports de compte de l'année précédente pour le payement des dividendes. Sous l'influence de la crise, les tantièmes versés ont baissé de 3,2 millions qu'ils étaient à 1,7 millions. Etant donné, comme nous l'avons déjà signalé, qu'il y a eu d'importantes modifications parmi les groupes de banques, nous jugeons intéressant de considérer les bilans les plus importants de chaque groupe.

	Nombre d'instituts	Capital versé	Réserves	Valeurs étrangères	Sur lesquelles épargnes:	Bilan	Bénéfice net	Dividendes
				en millions de francs				
Banques cantonales .	27	597	206	6654	2481	7566	49	41
Grandes banques . .	8	958	249	5518	892	7171	23	47
Grandes banques loc.	82	343	103	3024	973	3549	16	18
Banques locales de moyenne et de petite importance	100	41	21	458	229	531	2	2
Caisses d'épargne . .	92	6	74	1260	1027	1351	3	0,6
Caisses Raiffeisen . .	1	4	8	283	162	298	1	0,2

Dans l'espace d'une année, la puissance des grandes banques a bien perdu de son ampleur et cela en faveur des banques cantonales, semble-t-il. Depuis que les 3 grands instituts hypothécaires des cantons de Berne, Vaud et Genève sont compris dans la catégorie des banques cantonales, le bilan de ce groupe a augmenté de 1,3 milliard, auxquel il y a lieu d'ajouter encore 0,1 milliard de par l'augmentation des instituts qui figuraient déjà dans ce groupe. Durant la même période, le bilan des grandes banques a diminué de 1,4 milliard. Elles sont donc de nouveau reléguées au deuxième rang, tandis que durant la guerre, elles n'ont cessé de dominer les banques cantonales. Le tableau suivant permettra mieux que n'importe quel commentaire de faire ressortir l'importance de chaque groupe de banques en ce qui concerne leur pourcentage au bilan de toutes les banques:

	1906	1913	1918	1922	1925	1930	1931
				en pour-cent			
Banques cantonales .	27,8	30,8	29,5	32,8	31,9	28,2	37,0*
Grandes banques . .	24,6	26,5	32,0	31,2	33,3	39,8	35,0
Banques locales . .	22,5	17,0	16,5	13,6	14,6	14,0	19,9*
Caisses hypothécaires	15,6	17,1	13,8	12,9	12,5	11,0	— *
Caisses d'épargne . .	9,5	8,6	7,7	8,6	6,6	5,8	6,6
Caisses Raiffeisen .	—	—	0,5	0,9	1,1	1,2	1,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

L'augmentation du nombre des banques locales est également due à la nouvelle répartition des groupes de banques hypothécaires. Il existe donc actuellement en Suisse 2 groupes de banques d'Etat et de grandes banques privées de force à peu près égale, en plus desquels les banques moyennes et les banques locales de petite importance ainsi que les caisses d'épargne jouent encore un certain rôle puisqu'elles disposent de plus du quart du capital total des banques. Leur influence sur la politique bancaire est, il est vrai, minime, car les directeurs des grandes banques continuent comme par le passé, a donner le ton. Il appartient à la classe ouvrière de mettre tout en œuvre pour tâcher d'obtenir des banques cantonales et des banques hypothécaires de l'Etat une politique financière au service des intérêts de l'économie nationale suisse et qui ne soit pas dictée par les profiteurs du capital des banques.

La situation de l'industrie.

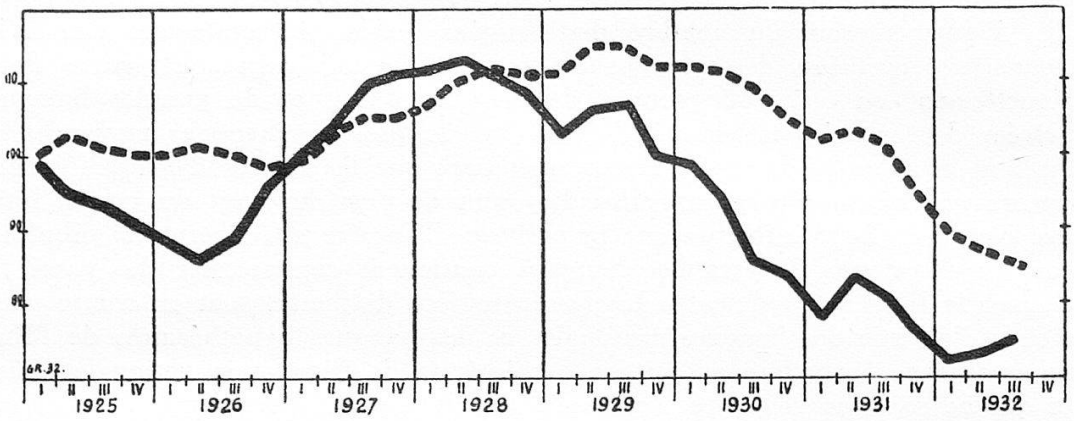
La question qui est posée de toutes parts pour savoir si la crise continuera de s'aggraver ou si les raies d'argent qui sillonnèrent le ciel d'octobre laissent quelque espoir, nous engage, non pas à attendre tout d'abord les rapports d'industrie pour le dernier trimestre, mais à commenter la situation sur la base de l'enquête faite par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, lors du troisième trimestre.

« Satisfaisant » ou « Mauvais » tels sont les diagnostics prononcés par la plupart des patrons en ce qui concerne le degré d'occupation durant le troisième trimestre. Le 7,5 pour cent des entreprises, occupant le 5,9 pour cent des ouvriers signale un degré d'occupation normal. Le 43,3 pour cent (dont 37,2 pour cent d'ouvriers) déclare que la situation est satisfaisante. Le 49,2 pour cent des entreprises, mais qui occupe plus de la moitié des ouvriers (56,9 pour cent) est mécontent. Une aggravation s'est produite dans les arts graphiques, dans l'industrie chimique, mais surtout dans l'industrie du bâtiment. Par contre, la situation dans l'industrie du coton a été jugée plus favorable que durant le deuxième trimestre, il en a été de même dans l'industrie des vêtements et dans l'horlogerie. On signale que le degré d'occupation s'est quelque peu amélioré dans diverses branches des industries indigènes protégées par la politique de contingentement. Et si, pour les diverses raisons déjà signalées, la crise n'avait pas sévi dans l'industrie du bâtiment, on constaterait une modeste amélioration de la situation économique.

Dans le graphique qui suit, nous avons opposé le coefficient d'occupation du nombre des ouvriers dans les mêmes entreprises. Ceci permet une intéressante comparaison entre l'estimation subjective de la conjoncture par les patrons et le degré d'occupation effectif, que prouve le nombre des ouvriers. Le degré d'occupation s'est également quelque peu aggravé au cours du troisième trimestre, alors que les patrons le jugent plus favorable que durant le deuxième trimestre. Sans doute que l'animation saisonnière due aux fêtes de Noël et de Nouvel an, joue un certain rôle à ce sujet. En établissant une

comparaison avec l'année dernière, il ressort qu'à ce moment-là la situation du troisième trimestre était jugée plus défavorable qu'en été. Peut-être est-ce par suite du cours stable depuis une année des coefficients d'occupation que l'on peut augurer qu'il n'y aura plus une aggravation très sensible de la conjoncture. Sans doute faut-il s'attendre à ce que la situation s'aggrave au cours de l'hiver, ce qui précipitera encore la courbe des ouvriers occupés.

La marche des affaires dans l'industrie de 1925—32.



▬ Coefficient d'occupation (Jugement porté par les directeurs sur la marche des affaires).
▬▬ Index des ouvriers occupés dans les entreprises.

Il se peut que l'animation saisonnière du printemps prochain occasionne une légère amélioration de la conjoncture, pour autant que de nouveaux événements étrangers à l'économie ne viennent anéantir cet espoir.

Nous ajoutons encore les chiffres des coefficients d'occupation des diverses branches d'industries (les chiffres 50 signifient une mauvaise marche des affaires, le chiffre 100, une situation satisfaisante et le chiffre 150 que les affaires marchent bien). Il s'agit donc des jugements mêmes des directions des entreprises sur la situation. L'index des ouvriers occupés n'est malheureusement pas publié séparément pour chaque branche d'industrie.

	Coefficients d'occupation						
	1 trim. 1931	2 trim. 1931	3 trim. 1931	4 trim. 1931	1 trim. 1932	2 trim. 1932	3 trim. 1932
Industrie du coton	68	69	63	63	62	62	66
Industrie de la soie	76	70	60	54	62	54	54
Industrie de la laine . . .	73	70	74	91	74	71	73
Industrie de la toile	94	100	96	78	66	65	61
Broderies	89	100	79	73	62	67	62
Autres industries textiles . .	87	68	59	77	86	59	60
Industrie du vêtement . . .	77	88	89	77	79	84	97
Denrées alimentaires . . .	100	104	96	87	177	77	83
Industrie chimique	78	92	90	92	89	80	67
Papier, cuir, caoutchouc . .	75	74	73	70	65	66	66
Arts graphiques	115	115	106	110	102	93	87
Exploitation du bois . . .	91	102	100	98	83	93	92
Industrie métallurgique et des machines	73	78	77	70	64	66	68
Ind. horlogère et bijouterie .	53	53	53	54	52	54	63
Ind. de la pierre et de la terre	83	113	112	102	85	99	90
Industrie du bâtiment . . .	101	111	109	103	91	96	88
Total	78	84	81	76	72	73	75